**COMPTES CONSOLIDES
GROUPE SPINEWAY**

AU 30/06/2025

Bilan annuel consolidé

BILAN ACTIF CONSOLIDE

Comptes consolidés

	30/06/2025	31/12/2024
Immobilisations incorporelles	9 371	9 507
<i>Ecart d'acquisition</i>	5 900	5 900
Immobilisations corporelles	2 946	2 529
Immobilisations financières	4 482	4 477
Titres mis en équivalence		
Actif immobilisé	16 799	16 514
Stocks et en-cours	4 819	4 731
Créances clients et comptes rattachés	2 852	3 156
Autres créances et comptes de régularisation	1 705	1 488
Trésorerie	4 028	4 519
Actif Circulant	13 404	13 894
TOTAL ACTIF	30 203	30 408

BILAN PASSIF CONSOLIDE

Comptes consolidés

	30/06/2025	31/12/2024
Capital social	71	58
Primes d'émission, de fusion, d'apport	20 967	29 417
Réserves et résultat consolidé	2 823	-5 231
Autres		
Capitaux propres - Part du groupe	23 861	24 243
Intérêts minoritaires		
Autres fonds propres		
Provisions pour risques et charges	593	270
Emprunts et dettes financières par nature	1 542	1 817
Fournisseurs et comptes rattachés	2 758	1 895
Autres dettes et comptes de régularisation	1 449	2 183
Dettes	5 749	5 895
TOTAL PASSIF	30 203	30 408

Compte de résultat consolidé

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Comptes consolidés

	30/06/2025	30/06/2024
Chiffre d'affaires	5 573	6 535
Total Autres produits d'exploitation	158	128
Reprises amortissements exploitation		21
Reprises provisions exploitation	297	517
Compte de liaison exploitation	0	0
Produits d'Exploitation	455	665
Achats et variation de stocks	1 702	2 059
Autres achats et charges externes	2 158	2 232
Impôts et taxes	31	60
Charges de personnel	2 374	2 685
Dotations aux amortissements exploitation	485	482
Dotations aux provisions exploitation	467	440
Autres charges d'exploitation	7	14
Charges d'Exploitation	7 225	7 971
Résultat d'Exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	-1 197	-770
Dotations aux amortissements des écarts d'acq.		
Résultat d'Exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	-1 197	-770
Produits Financiers	37	-1
Charges Financières	256	2 095
Résultat Financier	-219	-2 096
Résultat courant avant impôt	-1 416	-2 866
Résultat exceptionnel		-515
Impôts dus sur les bénéfices et assimilés		
Impôts différés		
Résultat Net des Entreprises Intégrées	-1 416	-3 381
Quote-part résultats des mises en équivalence		
Résultat Net de l'Ensemble Consolidé	-1 416	-3 381
Résultat Net part du groupe	-1 416	-3 381
Résultat hors groupe		
Résultat par action	-0,00004169 €	-0,00001213 €
Résultat dilué par action	-0,00004169 €	-0,00001213 €

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

VARIATION CONSOLIDÉE DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Primes	Résultat Net part du groupe	Réserves	Subventions d'investissement	Provisions réglementées	Réserves de conversion	CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE
Solde Décembre 2023	286	27 043		-8 761			486	19 054
Décalage ouverture clôture								
Mouvements de périmètre	0	0		333	0	0	0	333
Mouvements sur le capital	-4 151	0		4 151	0	0	0	0
Résultat Net part du groupe			-3 865				0	-3 865
Dividendes (-)								
Dividendes versés par ME								
Subventions d'investissement	0	0		0	0	0	0	0
Provisions réglementées								
Stock option								
Variations en KP	0	-2 987		2 987	0	0	0	0
Ecart de conversion	0	0		0	0	0	-229	-229
Autres mouvements	3 922	5 360		-333			0	8 949
Solde Décembre 2024	58	29 417	-3 865	-1 624			257	24 243
Décalage ouverture clôture								
Mouvements de périmètre	0	0		0	0	0	0	0
Mouvements sur le capital	0	0		0	0	0	0	0
Résultat Net part du groupe			-1 416				0	-1 416
Dividendes (-)								
Dividendes versés par ME								
Acquisition								
Remboursement (-)								
Subventions d'investissement	0	0		0	0	0	0	0
Provisions réglementées								
Stock option								
Variations en KP	0	-9 024		9 024	0	0	0	0
Ecart de conversion	0	0		0	0	0	446	446
Autres mouvements	14	574					0	588
Solde Juin 2025	71	20 967	-1 416	3 532			707	23 861

Tableau de flux de trésorerie consolidé

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

Comptes consolidés

	30/06/2025	30/06/2024
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
Résultat Net des Entreprises Intégrées	-1 416	-3 381
Reprises des Amortissements et provisions	-32	-69
Dotations aux Amortissements et provisions	842	712
Plus et moins values de cession	0	9
Elim. des éléments sans incidence sur la tréso.	0	0
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	-606	-2 728
Variation des frais financiers	0	0
Variation nette exploitation	1 074	-2 153
Variation nette hors exploitation	71	1 565
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	1 144	-588
Flux net de trésorerie généré par l'activité	538	-3 316
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'inv.	-772	-373
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de fi.	-257	3 522
Effet change sur trésorerie et capital	-2	2
VARIATION DE TRESORERIE CASH	-492	-166
TRESORERIE A L'OUVERTURE	4 515	1 795
TRESORERIE A LA CLOTURE	4 023	1 629
VARIATION DE TRESORERIE CASH	-492	-166

Notes annexes aux comptes consolidés

Les présents comptes consolidés du groupe SPINEWAY portent sur la période du 1^{er} janvier 2025 au 30 juin 2025.

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros sauf mention contraire.

Les comptes consolidés ont été constitués comme si le groupe avait toujours existé.

Ce document est rédigé en anglais et en français. En cas de divergence, la version française prévaudra.

Note 1. Présentation du Groupe et des événements majeurs

1.1 Information relative au Groupe

Les présents états financiers consolidés comprennent SPINEWAY, sa filiale américaine SPINEWAY INC, la société DISTIMP et la société SPINE INNOVATIONS (l'ensemble constituant le « Groupe »).

Spineway SA est une société anonyme à conseil d'administration, de droit français, mère du groupe. Elle est enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 484 163 985. Le siège social de la société est situé à l'adresse suivante : 7, allée Moulin Berger – 69130 Ecully.

Spineway Inc est une société de droit américain, créée le 1^{er} août 2016, au capital de 500 K\$ dont le siège social est situé au 990 Biscayne Blvd, à Miami, en Floride, aux États Unis.

La société DISTIMP est une société par actions simplifiée unipersonnelle, de droit française, filiale du Groupe. Elle est enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 843 516 782. Le siège social de la société est situé à l'adresse suivante : 7, allée Moulin Berger – 69130 Ecully.

La société Spine Innovations est une société par actions simplifiée (société à associé unique), de droit français, filiale du Groupe. Elle est enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 887 534 501. Le siège social de la société est situé à l'adresse suivante : 7, allée Moulin Berger – 69130 Ecully.

Le Groupe est spécialisé dans les implants du rachis. Il conçoit, développe et commercialise une gamme d'implants chirurgicaux de pointe utilisés à tous les niveaux de la colonne vertébrale (lombaire, thoracique et cervicale).

L'utilisation de ces implants chirurgicaux est indiquée par des chirurgiens spécialisés en orthopédie ou neurochirurgie, après diagnostic de pathologie sévère nécessitant une intervention chirurgicale de correction et de stabilisation de la colonne vertébrale de leurs patients.

1.2 Évènements marquants du 1^{er} semestre 2025

- Un chiffre d'affaires du 1^{er} semestre pénalisé par le report de commandes de grands comptes

Le Groupe Spineway a réalisé un chiffre d'affaires de 5,6 M€ au 1^{er} semestre 2025, en recul de 15% par rapport au 1^{er} semestre 2024. Cette baisse est la conséquence du décalage des commandes de certains grands comptes à l'export et d'une base de comparaison élevée avec le 1^{er} semestre 2024, liée à la l'écoulement des stocks de produits en fin de commercialisation.

- Fin du contrat de financement obligataire avec obligations convertibles en actions d'un montant de 10,99 M€

La Société avait conclu, en date du 24 mai 2023, un contrat d'émission et de souscription d'obligations convertibles en actions (OCA) pour un montant nominal maximum total de dix millions neuf cent quatre-vingt-dix mille euros (10.990.000 €) et une durée de 24 mois.

Les caractéristiques détaillées du financement figurent en annexe du communiqué de presse du 25 Mai 2023 et sont également disponibles sur le site internet de la Société.

Du 1^{er} janvier au 11 juin 2025, 180 OCA ont été souscrites et 235 OCA ont été converties en 6 752 115 actions soit une augmentation de capital a été constatée pour 13 504.23 euros.

Le capital au 30 juin 2025 est de 71 088.78 euros et est composé de 35 544 391 actions de 0,002 euro de nominal chacune.

- Plan stratégique de croissance du groupe

Spineway poursuit ses développements commerciaux et ses démarches réglementaires dédiées à l'homologation des produits Spine Innovations et Distimp sur le grand export.

- Nouvelle ligne de production dédiée aux prothèses ESP

Au cours du premier semestre 2025, Spine Innovations a reçu la validation du GMED (Organisme notifié français) pour sa nouvelle ligne de fabrication dédiées à ses prothèses de disque intervertébral LP-ESP et CP-ESP. Cette approbation marque une étape stratégique majeure dans le développement du Groupe qui sécurise la production et la diffusion de ses prothèses innovantes ESP.

Située à La Rochelle, chez un partenaire historique de Spineway, cette nouvelle ligne intègre notamment une salle blanche pour les opérations d'injection.

Conformément au calendrier fixé, la toute première production de prothèses LP-ESP a démarré en février 2025 et les premiers implants issus de cette nouvelle ligne devraient être disponibles dès la fin juillet.

Le lancement de cette ligne de fabrication, porté par une équipe dédiée sur une période de trois ans, vient renforcer les capacités de production et le savoir-faire unique de Spineway dans les techniques de

fabrication de prothèses discales intervertébrales. Cette avancée conforte la volonté du Groupe de devenir un acteur majeur dans les traitements moins invasifs du rachis.

- Participation IMS

Integral Medical Solutions (IMS) n'ayant pas déployé le plan opérationnel prévu lors de la prise de participation dans le Groupe Spineway, ce dernier avait initié une procédure devant le tribunal arbitral de Genève qui a rendu une sentence en date du 20 janvier 2022 en faveur de la société Spineway, les condamnant à verser l'intégralité du prix d'acquisition des titres, soit 4 160 K€ majoré des intérêts, et à lui rembourser les frais d'arbitrages engagés. La société IMS n'a jamais répondu aux différentes procédures en cours qui se poursuivent de ce fait.

La société a initié la procédure de reconnaissance de la décision du tribunal arbitral de Genève aux Etats-Unis, IMS ayant son siège dans le Delaware. IMS n'ayant pas répondu à la « petition », Spineway a poursuivi les démarches aux US de mise en défaut d'IMS, préalable à toute démarche de recouvrement. La Cour d'appel du Delaware (United States Court of Appeals for the third circuit) a décidé, dans un jugement rendu le 19 mars 2025, de confirmer la décision rendue en première instance et déboutant le groupe Spineway de sa demande d'exécution de la sentence arbitrale rendue à Genève qui faisait droit à la demande au fond de Spineway.

Le Groupe rappelle qu'en 2019, il avait pris une participation au sein de la société Integral Medical Solutions (IMS) détenue par la société Strategos. La société Strategos n'ayant pas déployé le plan opérationnel prévu, Spineway avait initié une procédure devant le tribunal arbitral de Genève qui a rendu une sentence en date du 20 janvier 2022 en faveur de la société Spineway, condamnant Strategos à restituer l'intégralité du prix d'acquisition des titres, soit 4 160 K€, majoré des intérêts, et à lui rembourser les frais d'arbitrages engagés.

La société Strategos n'ayant jamais répondu aux demandes de règlement de Spineway, cette dernière a initié la procédure de reconnaissance de la décision du tribunal arbitral de Genève aux Etats-Unis, préalable à toute démarche de recouvrement. En effet, l'exécution de la décision passe par la reconnaissance de la sentence par les autorités judiciaires de l'État du Delaware, lieu du siège de la société mère Strategos. Dans ce cadre, la société Spineway a introduit une demande de reconnaissance de la sentence arbitrale devant le United States District Court for the District of Delaware qui a rejeté la demande de confirmation de la sentence arbitrale, par une ordonnance en date du 1er mars 2024. A l'issue de ce jugement, Spineway avait fait appel de cette ordonnance devant la Cour d'appel du Delaware qui vient donc de confirmer la décision de première instance.

Déterminé à faire reconnaître ses droits, le groupe Spineway étudie les voies judiciaires alternatives pour faire exécuter la sentence arbitrale de Genève qui lui est favorable sur le fond.

A ce jour, il n'existe aucun indice de perte de valeur des titres IMS.

1.3 Continuité d'exploitation

L'activité de Spineway induit un besoin en fonds de roulement important lié aux délais d'encaissements des créances clients, établissements de santé en France et distributeurs hors France, et un niveau de stocks élevé rendu nécessaire par la disponibilité des gammes d'implants.

La continuité d'exploitation du Groupe est basée sur :

- Le niveau de trésorerie au 30 juin 2025, qui s'élève à 4 M€ ;
- Des hypothèses d'encaissements liées au budget de chiffre d'affaires ;
- La capacité de la Société à mobiliser si besoin des financements complémentaires.

1.4 Évènements post-clôture

Pas d'évènement à mentionner.

Note 2. Principes comptables et règles de consolidation

2.1. Base d'établissement des comptes

Les présents comptes consolidés relatifs à la période du 1^{er} janvier 2025 au 30 juin 2025 ont été arrêtés par Conseil d'Administration en date du 30 juillet 2025.

2.2. Référentiel comptable

Les comptes consolidés sont établis conformément aux principes applicables en France.

Les règles et méthodes comptables appliqués sont conformes au règlement ANC n° 2020-01 applicable depuis le 1^{er} janvier 2021.

Les états financiers des sociétés étrangères consolidées, établis selon les règles en vigueur dans leurs pays respectifs, sont retraités pour se conformer aux principes du Groupe.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président du Conseil d'Administration dans le respect du principe de continuité d'exploitation.

2.3. Méthode de consolidation

Les méthodes de consolidation sont les suivantes :

- Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale,
- Les sociétés contrôlées conjointement avec d'autres actionnaires sont consolidées par intégration proportionnelle,
- Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les filiales ou participations non significatives et sur le point d'être cédées ne sont pas consolidées.

Les présents états financiers consolidés comprennent SPINEWAY, sa filiale américaine SPINEWAY Inc, détenue à 100%, sa filiale française la société DISTIMP détenue à 100% depuis le 25 juin 2021 et sa filiale française Spine innovations détenue à 100%. Les 3 filiales sont consolidées par intégration globale.

2.4. Règles et méthodes comptables

Les comptes consolidés respectent les principes suivants :

- Coûts historiques ;
- Continuité d'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

2.4.1. Retraitement de consolidation

Ainsi, après harmonisation, les règles suivantes sont respectées :

- Utilisation des états financiers au 30 juin 2025 pour l'ensemble des sociétés du groupe,

- Application de méthodes homogènes pour l'ensemble des sociétés du groupe,
- Élimination des opérations réciproques de l'ensemble consolidé.

2.4.1.1. Écart d'acquisition

La différence entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise est enregistrée à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « Immobilisations incorporelles » lorsqu'il est positif, au passif du bilan dans un poste spécifique lorsqu'il est négatif.

Lors de l'acquisition d'une entreprise, le coût d'acquisition des titres est affecté, sur la base de leur juste valeur, aux actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise. La juste valeur des éléments incorporels identifiables de l'actif, tels que les marques et les licences, est déterminée par référence aux méthodes généralement admises en la matière, telles que celles fondées sur les revenus, les coûts ou la valeur de marché.

Le Groupe détermine la durée d'utilisation, limitée ou non, de l'écart d'acquisition, à partir de l'analyse documentée des caractéristiques pertinentes de l'opération d'acquisition concernée, notamment sur les aspects techniques, économiques et juridiques.

Lorsqu'il n'y a pas de limite prévisible à la durée pendant laquelle l'écart d'acquisition procurera des avantages économiques au groupe, ce dernier n'est pas amorti.

Lorsqu'il existe, lors de l'acquisition, une limite prévisible à sa durée d'utilisation, l'écart d'acquisition est amorti linéairement sur cette durée, ou, si elle ne peut être déterminée de manière fiable, sur 10 ans.

Toute modification significative de la durée d'utilisation de l'écart d'acquisition est traitée de manière prospective.

Le Groupe identifie, à chaque clôture des comptes, s'il existe un indice montrant que l'écart d'acquisition a pu perdre de sa valeur. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'écart d'acquisition est comparée à sa valeur actuelle. Si sa valeur actuelle devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Lorsque la durée d'utilisation de l'écart d'acquisition est non limitée, le test de dépréciation est réalisé au moins une fois par exercice, qu'il existe ou non un indice de perte de valeur.

Les dépréciations comptabilisées ne sont jamais reprises.

Lorsque la durée d'utilisation de l'écart d'acquisition, estimée à l'origine comme non limitée, devient limitée au regard d'un des critères cités au deuxième alinéa de cet article, un test de dépréciation est réalisé ; l'écart d'acquisition, le cas échéant déprécié, est amorti sur la durée d'utilisation résiduelle.

2.4.1.2. Écart de conversion

Les comptes des filiales dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro ont été convertis en application de la méthode du coût historique. Conformément à cette méthode, la conversion s'effectue de la manière suivante :

- Les éléments non monétaires, y compris les capitaux propres, sont convertis au cours historique, c'est-à-dire au cours de change à la date d'entrée des éléments dans l'actif et le passif consolidés ;

- Les éléments monétaires sont convertis au cours de change à la date de clôture ;
- Les produits et les charges sont, en principe, convertis au cours de change en vigueur à la date où ils sont constatés ; en pratique, ils sont convertis au taux moyen de l'année.

2.4.1.3. Impôts différés

Conformément aux prescriptions du règlement ANC 2020-01, le groupe comptabilise des impôts différés en cas de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé. Si les montants sont significatifs.

En application de la méthode du report variable, l'effet des éventuelles variations du taux d'imposition sur les impôts différés constatés antérieurement, est enregistré en compte de résultat au cours de l'exercice où ces changements deviennent certains.

Les retraitements d'impôt sur les sociétés étrangères sont effectués au taux d'imposition du pays concerné. Le taux d'imposition aux États-Unis est progressif et dépend de nombreux facteurs (montant des pertes antérieures...).

Les impôts différés actifs résultant de différences temporelles et des déficits fiscaux sont limités au montant estimé de l'impôt dont la récupération est probable. Cette probabilité est appréciée à la clôture de chaque exercice.

Sur les périodes présentées, les déficits fiscaux ne font l'objet d'aucune activation en l'absence de visibilité quant à leur imputation sur des résultats futurs.

2.4.2.Principes comptables

2.4.2.1. Frais de Recherches et Développement

Les coûts sont immobilisés seulement si les projets initiés répondent aux critères suivants :

- Le projet ou process est clairement défini et les coûts afférents sont mesurés de façon fiable et identifiés clairement,
- La faisabilité technique est démontrée
- Le produit ou processus a de sérieuses chances d'être commercialisé ou utilisé en interne,
- Les actifs sont générateurs d'avantages économiques futurs,
- Les ressources techniques et financières adéquates et les autres ressources nécessaires à l'achèvement du projet sont disponibles.

La société, depuis le second semestre 2019, remplit l'ensemble des critères d'activation des projets de développement.

Les coûts de développements éventuellement engagés pour des projets qui ne correspondraient pas à ces critères seraient comptabilisés au compte de résultat dès leur engagement.

Les dépenses de développement comprennent des coûts directs et indirects engagés sur les projets et notamment les salaires des chercheurs, ingénieurs et techniciens ainsi que des couts de sous-traitance engagés pour les activités de développement.

L'effort de développement donne lieu sur l'exercice à la constatation d'une production immobilisée de frais de développement dans le compte Immobilisations incorporelles en cours pour un montant de 78 852 euros au titre du premier semestre 2025 contre 200 999 euros sur l'année 2024.

Lorsque les frais seront activés, ils seront amortis linéairement sur 5 ans.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, et à chaque clôture d'exercice, les projets de développement inscrits à l'actif du bilan font l'objet d'une analyse afin de s'assurer que chaque projet remplit toujours les critères d'activation. Le cas échéant, une dépréciation est comptabilisée.

Il est rappelé que, conformément aux règles françaises en la matière, l'existence à l'actif du bilan de coûts de développement non encore amortis et supérieures au montant des réserves libres fait obstacle à la distribution.

2.4.2.2. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Frais de développement : 3 à 5 ans
- Frais d'enregistrement : 5 ans, il s'agit de frais d'homologation
- Concessions, logiciels : 1 à 2 ans
- Logiciel de gestion : 1 à 5 ans
- Autres immobilisations incorporelles : 8 à 10 ans (brevets)
- Mat tests/essais : 1 à 2 ans
- Matériel et outillages industriels : de 3 à 7 ans, dont kits d'instruments mis à disposition des clients.
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 3 à 10 ans
- Matériel de bureau : 3 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 ans
- Mobilier : 3 à 10 ans

Les frais d'agrément sont immobilisés lorsqu'il s'agit de l'acquisition de dossiers d'agrément déjà existants et détenus par des tiers.

Crédit-bail :

Les biens en crédit-bail sont comptabilisés en immobilisations corporelles en contrepartie d'une dette financière de même montant. Les biens correspondants sont amortis sur une durée d'utilité identique à celle des immobilisations corporelles acquises en propre.

Les amortissements du CB en cours sont linéaires sur la durée du contrat.

L'activation de contrats de crédit-bail conduit, s'ils sont significatifs, à la constatation d'impôts différés le cas échéant.

2.4.2.3. Immobilisations financières

Ce poste est essentiellement constitué :

- Des titres de participation des sociétés non retenues dans le périmètre de consolidation,
- De dépôts et cautionnements versés.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire des participations devient inférieure à leur coût d'acquisition. Cette valeur d'inventaire est la valeur d'utilité qui représente ce que l'entité accepterait de décaisser pour obtenir la participation si elle avait à l'acquérir. Parmi les éléments qui peuvent être pris en considération : rentabilité, perspective de rentabilité, capitaux propres, etc., ...

2.4.2.4. Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût d'acquisition.

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat ainsi que les autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis.

Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour dépréciation pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes, dans le cas où cette dernière est inférieure à la valeur nette comptable.

Les stocks sont composés principalement de marchandises destinées à la vente.

La société revoit et ajuste ses valeurs de stocks (arrivée en fin de péremption de certains lots de produits) et notamment :

- Dépréciation à 100% des produits périmés, obsolètes, rebuts, produits inutilisables (marquage CE 0434) et dont la péremption est inférieure à 1 an
- Dépréciation à 50% des péremptions entre 1 et 2 ans
- Dépréciation entre 95% et 100% des stocks à rotation lente
- Dépréciation à 91% des produits isolés.

2.4.2.5. Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale (coût historique). Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour les ramener à leur valeur nette de réalisation estimée.

Les provisions pour dépréciations des créances clients sont déterminées sur la base :

- Des risques constatés sur les clients, en contentieux, en règlement judiciaire et en liquidation judiciaire (comptabilisation en dépréciation).
- D'une analyse au cas par cas de la situation de chaque client, associée à la situation des pays concernés.

2.4.2.6. Provisions et passifs éventuels

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers, dans la mesure où elle peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources pour le Groupe.

Un passif éventuel est :

- Soit une obligation potentielle de l'entité à l'égard d'un tiers résultant d'événements dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;
- Soit une obligation de l'entité à l'égard d'un tiers dont il n'est pas probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

2.4.2.7. Engagements de retraite

Le Groupe a opté pour la méthode préférentielle : les engagements des sociétés du Groupe figurent au passif du bilan en provisions pour charges.

L'engagement de retraite supporté par le Groupe est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel de l'entité française, la législation prévoyant que des indemnités soient versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite.

La méthode de calcul retenue reste identique à l'exercice précédent. Les hypothèses de calcul sont détaillées dans la note 3.10.

2.4.2.8. Emprunts et dettes financières

Les emprunts sont valorisés à leur valeur nominale. Les frais d'émission des emprunts sont étalés sur la durée de l'emprunt. Les intérêts courus sont comptabilisés au passif, au taux d'intérêt prévu dans le contrat.

Les avances et garanties reçues d'organismes publics pour le financement des activités de recherche de la société ou pour la prospection commerciale territoriale, dont les remboursements sont conditionnels, sont présentées en dettes financières

En cas de constat d'échec prononcé, l'abandon de créance consenti est enregistré en subvention.

2.4.2.9. Chiffre d'affaires

Pour les ventes directes aux hôpitaux (essentiellement France), le chiffre d'affaires est comptabilisé lors du transfert de propriété des marchandises aux clients. Dans la plupart des cas, le client, hôpital ou clinique, déclare à la société les références consommées dans le cadre de stocks déposés en consignation ou en prêt. Il est alors procédé à une facturation des produits consommés. Le chiffre d'affaires est constaté au moment de la facturation.

Pour le chiffre d'affaires des distributeurs étrangers, la comptabilisation est faite en fonction des règles INCOTERM. Un ajustement est calculé, si nécessaire, pour prendre en compte les conditions spécifiques de transfert de propriété définies dans les commandes ou accords contractuels.

Le chiffre d'affaires correspond à la facturation après déduction des remises ou rabais commerciaux. Les refacturations des frais de transport sont également incluses dans le chiffre d'affaires.

2.4.2.10. Contrats de location

Le Groupe a recours à des contrats de location longue durée concernant la flotte de véhicules et le matériel informatique. Compte tenu de la fréquence de renouvellement du parc en location, aucun retraitement n'a été pratiqué. Les biens concernés par les contrats de location ne sont pas inscrits à l'actif.

2.4.2.11. Honoraires

Les honoraires des commissaires aux comptes français s'élèvent, pour le 1^{er} semestre 2025, à 23 K€ pour les missions de commissariat légal et 4 K€ pour les autres missions.

2.4.2.12. Résultat financier

Le résultat financier correspond principalement aux intérêts d'emprunts, aux pertes et gains de changes et aux charges financières liées au « subscription discount » contractuel.

2.4.2.13. Résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité courante de l'entreprise.

Les comptes au 30 juin 2025 tiennent compte de la réforme de modernisation des états financiers.

2.4.2.14. Crédits d'impôts

En application du principe général de prédominance du fond sur la forme aux comptes consolidés et, en particulier, de retraitement des écritures de nature fiscale prévus au règlement ANC 2020-01, les crédits d'impôt (crédits d'impôt recherche et crédits d'impôt innovation) sont présentés dans la rubrique « Autres produits ».

2.4.2.15. Résultat par action

Le résultat par action se calcule en divisant le résultat part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Conformément à la méthode du « rachat d'actions », le résultat dilué par action s'obtient en divisant le résultat part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'incidence de la conversion maximale des instruments dilutifs en actions ordinaires.

2.5. Utilisation de jugements et d'estimations

Pour préparer les états financiers consolidés, des estimations, des jugements et des hypothèses ont été faites par la Direction du groupe ; elles ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif

et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations sont basées sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Elles sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes consolidés, les principaux jugements effectués par la Direction ainsi que les principales hypothèses retenues sont :

- L'évaluation et la dépréciation des actifs corporels et incorporels, notamment les frais de R&D.
- Le calcul des impôts différés.
- L'évaluation des provisions.

2.6. Informations sectorielles

Le Groupe a identifié un seul secteur opérationnel correspondant à la conception, fabrication et la commercialisation des gammes d'implants et d'ancillaires (instruments) chirurgicaux innovants destinés à traiter les pathologies sévères de la colonne vertébrale.

Note 3. Notes sur le bilan consolidé

3.1. Immobilisations incorporelles

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Valeurs brutes	Ouverture	Acquisition	Activation immo en cours	Dotation d'exploitation	Augmentations	Autres mouvements et écarts de conversion	Clôture
Actionnaires - Capital souscrit non appelé	0					0	0
Écarts d'acquisition brut	5 900						5 900
Frais de recherche & développement	1 238		58		58		1 295
Logiciels, concessions, brevets	2 410						2 410
Autres immobilisations incorporelles	16						16
Immobilisations incorporelles en cours	1 695	125	-58		68	-2	1 780
Immobilisations incorporelles brutes	11 258	125			125	-2	11 381
Amortissements et provisions	Ouverture	Acquisition	Activation immo en cours	Dotation d'exploitation	Augmentations	Autres mouvements et écarts de conversion	Clôture
Frais de recherche - Amort.	625			116	116		741
Concessions, brevets - Amort.	1 109			144	144		1 253
Autres immobilisations incorporelles - Amort.	16						16
Amortissements et provisions	1 750			259	259		2 010
Valeurs nettes	Ouverture	Acquisition	Activation immo en cours	Dotation d'exploitation	Augmentations	Autres mouvements et écarts de conversion	Clôture
Actionnaires - Capital souscrit non appelé	0					0	0
Écarts d'acquisition brut	5 900						5 900
Frais de recherche & développement	613		58	-116	-58		655
Logiciels, concessions, brevets	1 300			-144	-144		1 157
Autres immobilisations incorporelles	0						0
Immobilisations incorporelles en cours	1 695	125	-58		68	-2	1 780
Immobilisations incorporelles nettes	9 507	125		-259	-134	-2	9 371

La ventilation par secteur d'activité et zone géographique ou monétaire (représentant plus de 10 % du total consolidés) sur les immobilisations ne trouve pas à s'appliquer compte tenu du caractère non significatif des actifs de la filiale US.

Écart d'acquisition de la société DISTIMP

La société SAS DISTIMP acquise à 100% le 25 juin 2021 pour 580 K€ frais d'acquisition inclus a donné lieu à la constatation d'un écart d'acquisition, ajusté le cas échéant de earn-out payables sur la base des comptes au 30 juin en 2022, 2023 et 2024. Ces earn-out sont fonction du chiffre d'affaires réel, de la marge brute, du Besoin en Fonds de Roulement et d'enveloppe de dépenses spécifiques à l'activité (coûts réglementaires, prêts de kits d'instruments) constatés à fin juin.

Ainsi, l'écart d'acquisition est ajusté chaque année quand un earn-out est à payer sur l'exercice concerné. Un complément a été comptabilisé au titre de 2024 pour 498 K€. L'intégralité de cet ajustement a été réglée au cours du premier semestre 2025.

Écart d'acquisition de la société Spine Innovations

La société SPINE INNOVATIONS acquise à 100% le 21 juillet 2022 pour 5 430 K€ frais d'acquisition inclus a donné lieu à la constatation d'un écart d'acquisition ajusté le cas échéant d'un éventuel complément de prix basé sur le niveau du chiffre d'affaires et de marge du 01/07/2023 au 30/06/2024, et plafonné à 2 M€.

Le Groupe estime qu'il n'y a pas de limite prévisible à la durée pendant laquelle ces écarts d'acquisition procureront des avantages économiques au groupe. Ainsi ces derniers ne sont pas amortis. La société

effectue un test de dépréciation à chaque clôture afin de s'assurer de la juste valeur de l'écart d'acquisition.

3.2. Immobilisations corporelles

IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements et écarts de conversion	Clôture
Constructions	240	13			253
Installations techniques	5 334	1 403	-14	-12	6 710
Installations techniques en crédit bail	55				55
Autres immobilisations corporelles	540	5			545
Immobilisations corporelles en cours	877	-779			98
Immobilisations corporelles brutes	7 045	642	-14	-12	7 661
Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements et écarts de conversion	Clôture
Constructions - Amort.	123	7			130
Installations techniques - Amort.	3 872	201	-14	-12	4 047
Installations techniques en crédit bail - Amort.	22	4			26
Autres immobilisations corporelles - Amort.	499	13			512
Amortissements et provisions	4 516	225	-14	-12	4 715
Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements et écarts de conversion	Clôture
Constructions	117	6			123
Installations techniques	1 462	1 202		0	2 664
Installations techniques en crédit bail	33	-4			29
Autres immobilisations corporelles	41	-8			33
Immobilisations corporelles en cours	877	-779			98
Immobilisations corporelles nettes	2 529	416		0	2 946

Les installations techniques correspondent principalement à des kits d'instruments mis en dépôt ou en prêt chez les clients.

3.3. Immobilisations financières

IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements et écarts de conversion	Clôture
Titres de participation	4 420				4 420
Créances rattachées à des participations (ANC)	0			0	0
Dépôts et cautionnements (ANC)	57	5			62
Autres immobilisations financières (ANC)	0				0
Immobilisations financières brutes	4 477	5	0	0	4 482
Provisions en EUR	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements et écarts de conversion	Clôture
Créances rattachées à des participations - Prov.	0	0		0	0
Autres immobilisations financières - Prov. (ANC)	0				0
Provisions	0	0	0	0	0
Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements et écarts de conversion	Clôture
Titres de participation	4 420				4 420
Créances rattachées à des participations (ANC)	0	0		0	0
Dépôts et cautionnements (ANC)	57	5			62
Autres immobilisations financières (ANC)	0				0
Immobilisations financières nettes	4 477	5	0	0	4 482

Les titres de participations non consolidés correspondent à une participation minoritaire d'INTEGRAL MEDICAL SOLUTIONS (IMS), société holding de tête d'un groupe de sociétés dans le secteur de la santé fortement investi dans la gestion d'hôpitaux en Amérique Latine et en Afrique.

3.4. Stocks

STOCKS ET EN-COURS						
	Montants bruts	Dépréciations	30/06/2025	Montants bruts	Dépréciations	31/12/2024
Stocks de matières premières et autres appro.	65		65	42		42
Stocks de marchandises	5 796	1 042	4 754	5 681	993	4 689
Total stocks et en-cours	5 862	1 042	4 819	5 723	993	4 731

Le stock correspond à des marchandises prêtes à être vendues.

La provision pour dépréciation concerne certains lots de produits arrivés en fin de péremption, obsolètes, devant-être mis au rebut ou dont le numéro de marquage CE ne permet plus d'envisager une commercialisation. Elle concerne également des dépréciations pour rotation lente.

3.5. Créances clients et comptes rattachés

CREANCES CLIENTS						
Par nature	Montants bruts	Dépréciations	30/06/2025	Montants bruts	Dépréciations	31/12/2024
Avances et acomptes versés sur commandes	276		276	274		274
Clients et comptes rattachés	2 576	116	2 460	2 881	168	2 713
Clients douteux	116		116	168		168
Clients Factures à émettre	0		0	0		0
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	2 968	116	2 852	3 324	168	3 156

Les utilisateurs finaux des produits des sociétés du Groupe sont des hôpitaux et cliniques qui ont des délais de paiements particulièrement longs, notamment dans certains pays. Ceci est la raison du volume de l'en-cours clients.

Au 30 juin 2025, le montant total des clients douteux s'élève à 116 K€ entièrement dépréciés.

3.6. Actifs d'impôts différés

Les déficits fiscaux s'élèvent à 40 M€ au 30 juin 2025. Ils n'ont pas fait l'objet d'activation en l'absence de visibilité quant à leur imputation sur des résultats futurs.

A ce titre et par cohérence, les impôts différés issus des retraitements de consolidation et des différences temporaires (non significatives) n'ont également pas été comptabilisés.

3.7. Autres créances

AUTRES CREANCES						
Par nature	Montants bruts	Dépréciations	30/06/2025	Montants bruts	Dépréciations	31/12/2024
Créances sociales	34		34	130		130
Autres créances fiscales (hors IS)	600		600	584		584
Fournisseurs avoirs à recevoir				9		9
Comptes courants débiteurs (AC)				0		0
Débiteurs divers (AC)	4		4	4		4
Etat - Impôts sur les bénéfices	623		623	583		583
Charges constatées d'avance	296		296	178		178
Ecart de conversion actif	149		149			
AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION	1 705		1 705	1 488		1 488

Au 30 juin 2025, le crédit d'impôt recherche (CIR) s'élève à 34 K€ et le crédit impôt innovation s'élève à 6 K€.

3.8. Disponibilités

TRESORERIE NETTE		
	30/06/2025	31/12/2024
Disponibilités	4 028	4 519
Total trésorerie active	4 028	4 519
Concours bancaires courants	5	4
Total trésorerie passive	5	4
Total	4 023	4 515

3.9. Capital Social

Le capital au 30 juin 2025 est de 71 088.78 euros et est composé de 35 544 391 actions de 0,002 euro chacune.

3.10. Provisions

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Clôture
Pertes de change (PNC)	0	149		149
Autres risques (PNC)	60	156	-31	185
Provisions Pour Risques	60	305	-31	334
Pensions et obligations similaires (PNC)	210	51	-2	259
Provisions pour charge	210	51	-2	259
Total	270	355	-32	593

Les provisions pour indemnités de départ à la retraite sont évaluées sur la base des principales données actuarielles suivantes :

	30 juin 2025	31 décembre 2024
Age de départ	64 ans - Président 67 ans	64 ans - Président 67 ans
Taux d'actualisation	3,70%	3,38%
Taux de croissance de salaires	0%	0%
Taux de charges sociales	44% à 45% cadres – 28% à 37% employés	44% à 45% cadres – 28% à 37% employés
Table de mortalité	Insee 2018-2020	Insee 2018-2020
Probabilité de présence à l'âge de la retraite (avant mortalité)	Moins de 30 ans : 85% De 30 à 40 ans : 90% De 40 à 50 ans : 97% De 50 à 60 ans : 100% Plus de 60 ans : 100%	Moins de 30 ans : 85% De 30 à 40 ans : 90% De 40 à 50 ans : 97% De 50 à 60 ans : 100% Plus de 60 ans : 100%

Pour rappel, le Groupe a opté pour la méthode préférentielle : les engagements des sociétés du Groupe figurent au passif du bilan en provisions pour charges pour 259 K€ au 30 juin 2025 contre 210 K€ au 31 décembre 2024.

L'engagement de retraite supporté par le Groupe est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel de l'entité française, la législation prévoyant que des indemnités soient versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite.

3.11. Emprunts et dettes financières

EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Valeurs en EUR	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements et écarts de conversion	Clôture
Autres emprunts obligataires (PNC)	138		-138		
Emprunts auprès des établissements de crédit (PNC)	1 642		-155		1 507
Dettes rattachées à des participations (PNC)	0		18	-18	0
Garantie	0				0
Dettes Financières relatives au crédit bail (PNC)	33		-3		30
Concours bancaires courants	4	0		0	5
Emprunts et dettes financières par nature	1 817	0	-257	-18	1 542

Les découverts bancaires ont des échéances à moins d'un an.

Les emprunts bancaires ont des échéances qui s'étalent entre 2025 et 2031.

Sur 2023, le Groupe avait souscrit à un emprunt de 1.5 M€. Il porte intérêts au taux annuel de 5%.

L'emprunt obligataire a été soldé au cours du premier semestre 2025.

3.12. Dettes d'exploitation

PASSIFS CIRCULANTS		
	30/06/2025	31/12/2024
Fournisseurs	2 012	984
Factures non parvenues	747	911
Dettes sociales	973	1 069
Dettes fiscales (hors IS)	463	450
Comptes courants créditeurs	9	9
Dettes diverses	3	336
Compte de liaison passif	0	0
Ecart de conversion passif	0	319
Par nature	4 207	4 078
	Moins 1 an	1 a 5 ans
Fournisseurs	2 012	
Factures non parvenues	747	
Dettes sociales	973	
Dettes fiscales (hors IS)	463	
Comptes courants créditeurs	9	
Dettes diverses	3	
Compte de liaison passif	0	
Ecart de conversion passif	0	
Par échéances	4 207	

Au 30 juin 2025, l'augmentation des dettes fournisseurs s'explique par d'importantes réceptions de produits survenues sur le mois de juin.

Note 4. Notes sur le compte de résultat

4.1. Chiffre d'affaires

Le Groupe Spineway conçoit, fabrique et commercialise des gammes d'implants et d'ancillaires (instruments) chirurgicaux innovants destinés à traiter les pathologies sévères de la colonne vertébrale.

Chiffres d'affaires (K€)	30/06/2025		30/06/2024	
Ventes de marchandises France	1 620	14%	1 660	16%
Ventes de marchandises Export, dont :	3 953	33%	4 875	46%
ASIE	1 021	9%	878	8%
EUROPE	1 110	9%	1 412	13%
AMERIQUE LATINE	1 416	12%	2 330	22%
MEA	406	3%	255	2%
Chiffre d'affaires	5 573	100%	6 535	100%

4.2. Autres produits

DETAILS DES PRODUITS D'EXPLOITATION

	30/06/2025	30/06/2024
Production immobilisée	80	89
Produits de cession immobilisations corporelles		-9
Subventions d'exploitation	9	
Autres produits d'exploitation	30	0
Crédit d'impôt recherche	39	39
Transferts de charges d'exploitation		
Détail des produits d'exploitation	158	128

Les autres produits sont principalement constitués du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt innovation de la société française.

4.3. Résultat financier

RESULTAT FINANCIER

	30/06/2025	30/06/2024
Revenus des autres créances et VMP	26	0
Gains de change financiers	11	1
Autres produits financiers	0	-2
Total des produits financiers	37	-1
Intérêts et charges financières	-67	-58
Escomptes accordés	1	
Pertes de change financières	-1	-2
Autres charges financières	-41	-2 034
Dotations fin. prov. immobilisations financières	-442	
Dotations fin. prov. risques et charges	293	
Total des charges financières	-256	-2 095
Résultat financier	-219	-2 096

Le résultat financier comprend des intérêts des emprunts bancaires, des provisions et reprises de provisions.

Au 30 juin 2025, le résultat financier comprend également des charges financières au titre du « subscription discount » contractuel.

4.4. Résultat exceptionnel

RESULTAT EXCEPTIONNEL

	30/06/2025	30/06/2024
Produits de cession exceptionnelle		-9
Total des produits exceptionnels		-9
Autres charges exceptionnelles		-279
Dotations except. prov. pour risques et charges		-130
Dotations except. prov. immobilisations corp.		-97
Total des charges exceptionnelles		-506

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité courante de l'entreprise.

Au 30 juin 2024, le résultat exceptionnel était en partie constitué des indemnités liés au plan d'austérité pour 235 K€.

Les charges exceptionnelles comprenaient également des frais de conseils et honoraires exceptionnels pour 115 K€.

4.5. Résultat par action

Ce résultat par action a été déterminé en référence à l'avis OEC n°27.

RESULTAT PAR ACTION

	30/06/2025	30/06/2024
Résultat Net de l'Ensemble Consolidé	-1 416	-3 381
Résultat Net part du groupe	-1 416	-3 381
Nombre d'actions	35 544 391	3 463 477
Nombre moyen pondéré d'actions	33 955 172	278 817 404
Nombre de bons attribués non encore exercés	86 974	86 974
Nombre d'actions nouvelles pouvant être créées	6 850	6 850
Résultat par action	-0,00004169 €	-0,00001213 €
Résultat dilué par action	-0,00004169 €	-0,00001213 €

4.6. Information relative aux parties liées

Les parties liées avec lesquelles des transactions sont effectuées incluent les entités qui détiennent directement ou indirectement une participation dans la Société.

L'ensemble de ces opérations a été recensé et leur incidence sur les comptes du Groupe est la suivante par nature et par partie liée :

SCI ALLPA

Cette SCI consent à la société SPINEWAY une sous-location pour un loyer annuel de 192 000 € HT.

4.7. Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas communiquée car elle permettrait d'identifier la situation des dirigeants.

4.8. Effectif moyen

EFFECTIFS DU GROUPE

	30/06/2025	31/12/2024
Cadres et professions supérieures	36	38
Techniciens et agents de maîtrise	4	5
Employés	3	6
Ouvriers		
Effectifs	43	49

4.9. Engagements financiers

ENGAGEMENTS HORS BILAN

	30/06/2025	31/12/2024
Avals donnés		
Cautions données	15	15
Contreparties données		
Avals reçus		
Cautions reçues		
Engagements hors bilan	15	15

Concernant les engagements donnés :

Afin de garantir une garantie autonome à première demande, Spine Innovations a procédé au nantissement d'un montant de 15K euros.

Par ailleurs, dans le cadre de l'acquisition de Distimp, des compléments de prix (earn-out) sont prévus et dépendent de critères financiers précis (cf 3.1).

Concernant les engagements reçus :

Les engagements reçus sont nuls au 30 juin 2025.